

AU-DELÀ DU SCRUTIN DE DÉCEMBRE 2023, LE CONGO DE DEMAIN DÉPEND DES DÉCISIONS POLITIQUES ET CITOYENNES D'AUJOURD'HUI

*« La Conférence nationale souveraine a été une aubaine inédite [...] . Elle a réussi le consensus sur un point vital : l'élaboration du Projet de la Constitution [...] . La quête de la Démocratie et de la Liberté, l'éthique de vérité, de justice, de Rationalité managériale, le modèle qualitatif de l'élite politique et intellectuelle, voilà les défis qui nous attendent tous en urgence : nous les leaders religieux et politiques, nous les parents, nous les formateurs, nous les responsables des ONGs. Pour un seul idéal : le développement de tout homme et de tout l'homme ».*¹

Alain NZADI-A-NZADI, S.J.,
Chercheur en
littératures
francophones.
Directeur du CEPAS
et Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

La République démocratique du Congo se dirige petit à petit vers le rendez-vous électoral de décembre prochain. Aussi les différents acteurs politiques affûtent-ils leurs stratégies pour conserver ou conquérir le pouvoir. Bientôt, les prétendants aux postes politiques à divers niveaux vont, pour la énième fois, nourrir d'espoir leur électorat avec des promesses dont ils sont les seuls à détenir le secret. Mais l'on sait, d'expérience, qu'elles resteront, pour la plupart, lettre morte aussitôt que leurs auteurs auront accédé à l'objet de leur convoitise, à savoir le pouvoir politique. Comment les contraindre à tenir parole, ou, du moins, à exécuter leur mandat politique en fonction de leurs promesses électorales et des urgences du pays ? Il est certainement temps que l'électorat cesse d'accorder un chèque en blanc à ceux qui sollicitent sa confiance.

En effet, il y a cinq ans, l'on avait observé la même effervescence autour du scrutin présidentiel et législatif. Et si l'on remonte encore plus loin dans l'histoire du pays, on se rend compte que le même scénario se répète à chaque échéance électorale. On dirait que les acteurs politiques et la société civile dans son ensemble sont constamment hantés par les échéances électorales et s'arrêtent de penser et de travailler une fois qu'une élection est achevée, dans

1 Cardinal Laurent MONSENGWO PASINYA, « La Conférence nationale souveraine, moment historique et passionnant de l'histoire de la République démocratique du Congo », in *Congo-Afrique* (juin-juillet-août 2017), n°516, p. 631.

l'attente du prochain cycle électoral. D'autre part, ceux qui réussissent à conquérir le pouvoir n'ont d'autre ambition que de s'y maintenir ; parfois, en usant de tous les moyens possibles, même s'il faut fouler aux pieds les valeurs démocratiques qu'ils déclarent défendre.

Il est donc crucial de marquer une pause pour réfléchir sur l'avenir du pays. Ainsi évitera-t-on le cercle vicieux dans lequel le pays est pris depuis son accession à l'indépendance. Il faut briser le plafond de verre qui limite les possibilités de développement du pays à cause d'une élite politique myope et d'une société civile de plus en plus instrumentalisée ou carrément aphone. Le feu Cardinal Laurent Monsengwo avait raison de s'inquiéter : « J'ai l'impression que l'histoire de notre pays bégaie mais se répète ! Et bon nombre de signes actuels ne renvoient-ils pas à l'avant-CNS ? Le thème et la quête de la réconciliation nationale ne sont-ils pas revenus en force sur le devant de la scène politique ? »²

Quand prendra-t-on le temps d'analyser à froid notre destinée commune, plus de soixante ans après l'indépendance du pays pour arrêter ce cycle d'infortunes ? Quand pourra-t-on marquer réellement une pause citoyenne pour mieux nous projeter vers l'avenir en tant que nation ?³ Où voyons-nous le Congo dans 25 ans ? Comment comptons-nous arriver au niveau de développement que nous proclamons dans l'hymne national ?⁴

C'est ici que s'invite une question incontournable, celle du régime politique le mieux adapté aux particularités de la RD Congo : pays immense, aux ressources du sol et du sous-sol incommensurables, à la diversité culturelle comme on en voit très peu sur la planète (plus de deux cents groupes ethniques), aux défis sécuritaires et socioéconomiques monstrueux, etc. Dans cet environnement où se mêlent des possibilités de développement inouïes et des défis colossaux à relever, l'on comprend que s'interroger sur la meilleure forme politique à même de permettre au pays d'atteindre plus rapidement les objectifs de croissance et de stabilité n'est pas sans importance.

En effet, il ne fait l'ombre d'aucun doute que le Congo de demain dépend largement des décisions politiques et citoyennes d'aujourd'hui. Une de ces décisions politiques courageuses serait celle de passer au crible le système

2 Cardinal Laurent MONSENGWO PASINYA, « La Conférence nationale souveraine, moment historique et passionnant de l'histoire de la République démocratique du Congo », in *Congo-Afrique* (juin-juillet-août 2017), p. 631.

3 Il est bon de souligner ici que la Conférence nationale souveraine (CNS) peut être considérée comme cette « pause citoyenne et scientifique » dont le pays avait besoin à ce moment de l'histoire. Le projet de constitution sur lequel l'historien Ndaywel revient dans cette livraison est d'ailleurs le fruit de cette Conférence, sans mentionner d'autres résolutions importantes pour le développement du pays proposées pendant les mêmes assises nationales. Mais qu'a-t-on réellement fait de toute cette mine d'or ? Les gouvernements qui ont suivi ont préféré faire *tabula rasa* d'un tel travail patriotique. Quel gâchis !

4 Ô peuple ardent / Par le labeur / **Nous bâtirons un pays plus beau qu'avant / Dans la paix. / Don béni, Congo ! / Des aïeux, Congo ! / Ô pays, Congo ! / Bien-aimé, Congo ! / Nous peuplerons ton sol / et nous assurerons ta grandeur.** (Paroles de l'hymne national congolais « Debout Congolais »).

politique actuel et la forme de l'État héritée de l'indépendance du pays. Ont-ils permis d'atteindre l'aspiration la plus profonde qui animait les citoyens congolais à l'indépendance, à savoir « bâtir un pays plus beau qu'avant »⁵ ?

L'indépendance du Congo est vieille de plus de soixante ans. En soixante ans, le pays donne l'impression de patauger dans une marre indescrivable, sans jamais parvenir à s'affranchir définitivement des défis sécuritaires, sociopolitiques et économiques qui l'enlisent et, plus particulièrement, sans parvenir à se débarrasser des tares de la mauvaise gouvernance et de la corruption endémique qui continuent de plomber les efforts d'amélioration des conditions sociales que l'on constate de temps en temps dans certains secteurs de la vie de la nation.

Dans le souci de susciter un débat national sur l'avenir du pays, l'historien congolais Isidore Ndaywel exhume le projet de Constitution qui remonte à la Conférence nationale souveraine (CNS) du Zaïre convoquée le 24 avril 1990 par le Président Mobutu.

En effet, la Constitution du 18 février 2006, revue par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011, semble avoir atteint ses limites, au regard des résultats plus que mitigés qu'elle a produits jusqu'ici. L'analyse critique de Ndaywel met au jour ce qu'il appelle les « effets pervers » de l'organisation actuelle du pays : *existence d'un millier de partis politiques, insatisfaction des séquences électorales successives, multiplication d'une bureaucratie politique inutilement budgétivore, inefficacité des services de police et de sécurité, et abandon des services élémentaires à la société*. La surpolitisation du pays, estime Ndaywel, consomme la majeure partie des ressources financières et des énergies humaines, entraînant, comme conséquence visible et dramatique, l'abandon des populations à leur triste sort, obligées, pour résoudre leurs équations de subsistance, de s'organiser par elles-mêmes, poursuit-il.

Dans ces conditions, comment contrecarrer les effets pervers actuels dus à la surpolitisation de l'organisation du pays ? Aux yeux de Ndaywel, la forme de l'État la plus susceptible de matérialiser les aspirations du grand Congo et de fédérer les énergies autour des défis communs reste le **fédéralisme**, avec les subtilités adaptables à la particularité du pays. Il note plusieurs avantages liés à ce régime politique outre qu'il reste celui que les Congolais ont toujours choisi chaque fois que l'occasion leur a été donnée de proposer une nouvelle Constitution pour leur pays. Ainsi, pour écarter durablement le danger de la partition du territoire national et lutter efficacement contre le pillage systématique des ressources naturelles, si utiles pour assurer le décollage de tout un continent, il est important, suggère Ndaywel, de marquer une pause pour revoir, toutes affaires cessantes, l'organisation générale du pays. Il faut donc, à ses yeux, une nouvelle Constitution qui soit la marque de la refondation de l'État et qui puisse servir d'outil de base aux réformes d'autres secteurs vitaux de la vie nationale.

5 Paroles de l'hymne national de la RD Congo.

Qu'il existe un malaise dans la manière dont le pays est conduit et dont les acteurs politiques conçoivent leur rôle au sein de la nation congolaise, c'est un constat que partage Kasereka Kavwahirehi qui réfléchit sur les « élites politiques » et la trahison de la démocratie au Congo-Kinshasa. D'après Kasereka, les Congolais qui, il n'y a pas très longtemps, s'étaient mobilisés pour l'avènement de la démocratie, avec l'espoir qu'elle apporterait une ère nouvelle, voient beaucoup moins l'avenir en rose. En effet, note-t-il par ailleurs, les emplois se font rares, le nombre de pauvres augmente, le taux de criminalité monte en flèche, etc. Chose désespérante, regrette Kasereka, ceux qui ont droit à la parole rivalisent d'éloquence sur des questions d'intérêt personnel. Les élites qui définissent les questions d'urgence au parlement comme dans les cercles où les calculs politiques se font, ont perdu tout contact avec le peuple, conclut-il. L'on peut s'interroger à juste titre si l'hypercentralisation actuelle du pouvoir ne serait pas à la base d'une telle attitude des acteurs politiques qui ont tendance à se constituer en aristocratie coupée du peuple et à considérer le pouvoir politique comme une « mangeoire » à leur disposition.

En tout cas, l'on reste parfois sidéré de constater que, pendant qu'il s'observe un pillage éhonté des richesses du pays et que des femmes et des enfants sont quotidiennement violés à l'Est, les autorités congolaises brillent souvent par leur manque d'idées constructives ou de volonté politique réelle pour mettre fin au tohu-bohu créé par des dizaines de groupes armés qui infestent les luxuriantes plaines de l'Est du pays et les transforment constamment en vastes champs de batailles sanglantes, condamnant au passage des centaines de milliers de paisibles citoyens congolais à une vie d'errance et d'insécurité constante sur leur propre sol.

Le fédéralisme prôné par le projet de Constitution proposé ici par Ndaywel ne serait-il pas la panacée au problème de « distance » entre l'élite politique au pouvoir et les citoyens ordinaires dont, en réalité, elle n'est que mandataire ? Pour paraphraser Jean René Mabwilo, qui propose ici une réflexion sur « ne pas *penser* », en partant de l'analyse du langage de l'idéologie en contexte politique, nos politiques congolais ressemblent aux « idéologues qui **refusent de penser** ». L'exemple le plus patent est celui de certains éminents professeurs des universités qui subissent une *transhumance intellectuelle* étonnante une fois qu'ils sont en politique !

Considérant les idées de l'historien Ndaywel exprimées ici, je reste persuadé qu'un fédéralisme intelligemment appliqué en RD Congo pourrait constituer la panacée que le pays a longtemps cherchée à tâtons et créer le développement du pays à partir de la base. En tout cas, les différentes régions auront moins d'excuses pour justifier leur retard. Cependant, pour que le développement et la stabilité soient au rendez-vous des efforts, il est capital que la bonne gouvernance imprègne désormais les mœurs des politiques congolais ! ■